

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/W/99**

**G/SCM/W/108**

19 octobre 1995

(95-3169)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: espagnol

## REPONSES AUX QUESTIONS DES ETAT-UNIS<sup>1</sup> CONCERNANT LA NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS CHILIENNES<sup>2</sup>

La Mission permanente du Chili a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en date du 2 octobre 1995.

### Réponses aux questions de caractère général

2. En ce qui concerne la question n° 2, le document de la Commission nationale chargée d'enquêter sur l'existence de distorsions dans le prix des marchandises importées n'a aucun statut juridique. Conçu comme un moyen d'information, ce document ne donne qu'une description générale des questions relevant de la compétence de la Commission, de ses fonctions et structures ainsi que des conditions dans lesquelles la Commission peut adopter une décision visant à corriger une distorsion.

Il convient tout d'abord de garder présentes à l'esprit deux considérations d'ordre général. Premièrement, le Chili n'était pas au nombre des signataires de ce que l'on appelle le "Code antidumping" du Tokyo Round. Il n'en a pas moins attribué à la Commission nationale des distorsions, par une disposition de son droit interne en 1992, le pouvoir de recommander des mesures de même nature que celles qui sont prévues dans ce Code.

Deuxièmement, le Chili n'a qu'une brève expérience en ce domaine et il n'a appliqué, jusqu'à présent, que trois mesures antidumping. Deux d'entre elles seulement sont encore en vigueur à l'heure actuelle; elles sont l'aboutissement d'enquêtes ouvertes avant le 1er janvier de la présente année. Le taux des droits antidumping imposés a varié entre 7 pour cent et 10 pour cent, ce qui montre bien la mesure et la prudence avec laquelle ces questions sont abordées.

Enfin, il convient de signaler qu'en vertu du droit chilien, ces mesures ne peuvent être appliquées que pendant une année au maximum, après quoi elles deviennent automatiquement caduques, sans qu'aucune intervention formelle de l'administration soit nécessaire.

### Détermination de l'existence d'un dumping

3. En ce domaine, la Commission des distorsions se laisse guider par les critères généraux énoncés aux articles 2.3 et 2.4 de l'Accord antidumping, auxquels s'ajoutent les pouvoirs attribués à cet égard au Service national des douanes, dont le Directeur est membre de la Commission.

---

<sup>1</sup>G/ADP/W/1-G/SCM/W/9 + Suppl. 1.

<sup>2</sup>G/ADP/N/1/CHL/1-G/SCM/N/1/CHL/1.

4. Il convient de rappeler que les dispositions de cet accord sont d'application récente, puisque le Chili n'était pas signataire du Code du Tokyo Round. Le Chili applique donc l'article 2.5 de l'Accord antidumping depuis que celui-ci est en vigueur. Il y a lieu de signaler, par ailleurs, que jusqu'à présent, pareil cas ne s'est pas produit au Chili.

5, 6 et 7. Il convient de rappeler qu'il s'agit seulement d'un document d'information, décrivant les fonctions et structures de la Commission ainsi que les conditions dans lesquelles celle-ci peut adopter une décision visant à corriger une distorsion. Il a été élaboré avant l'entrée en vigueur des accords actuels. C'est l'article 2.4 de l'Accord qui régit la comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale.

8. Lorsqu'une conversion de monnaies est nécessaire pour procéder à la comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale, le Chili utilise la méthodologie exposée à l'article 2.4.1.

9. Avant même l'entrée en vigueur des nouveaux accords, le Chili appliquait les critères contenus à l'article 2.2, lesquels ont aujourd'hui force de loi et sont utilisés pour déterminer si les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays exportateur peuvent être considérées comme ayant eu lieu au cours d'opérations commerciales normales.

10. Le Chili se fonde sur l'article 2.2.1.1.

11. Le Chili applique les critères établis à l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping.

12. Pour exclure les ventes réalisées à des prix inférieurs aux coûts de production, le Chili se fonde sur les dispositions de l'article 2.2.1.

13. C'est l'article 2.4.2 de l'Accord qui régit ces questions au Chili. L'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera donc normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction. Dans les enquêtes réalisées jusqu'à présent, c'est la première méthode qui a été appliquée.

14. Cette situation ne s'est présentée qu'une seule fois. A cette occasion, l'importation examinée a été celle d'un produit similaire provenant d'un pays à économie de marché fournisseur du marché national. Nous pensons que c'est là un critère qui l'emportera à l'avenir.

#### Subventions

Il convient tout d'abord de garder présentes à l'esprit deux considérations d'ordre général. Premièrement, depuis janvier 1981, le Chili est signataire de ce que l'on appelle le "Code des subventions" du Tokyo Round.

Deuxièmement, depuis la même date, des droits compensateurs n'ont été imposés qu'à six occasions. A l'heure actuelle, aucune mesure compensatoire n'est appliquée.

Enfin, il convient de signaler qu'en vertu du droit chilien, ces mesures ne peuvent être appliquées que pendant une année au maximum, après quoi elles deviennent automatiquement caduques, sans qu'aucune intervention formelle de l'administration soit nécessaire.

15 et 16. Depuis la date de promulgation de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, les définitions et autres éléments qui y sont contenus constituent la législation chilienne en la matière.

17. Sans préjudice de la précision des termes de l'article 19.4 de l'Accord qui a désormais force de loi au Chili, le Décret n° 575 prévoyait déjà que la mesure recommandée, quelle qu'elle fût, ne pourrait être supérieure à "la marge de distorsion des prix" établie.

18. En réponse à la question 18, il convient de signaler que les valeurs en douane minimales ne peuvent pas être utilisées en lieu et place de droits compensateurs. Le montant des droits compensateurs est régi par l'article 19.4 de l'Accord.

19. A l'heure actuelle, il n'existe en ce domaine aucune règle explicite dans la législation chilienne. Toutefois, en attendant l'élaboration d'une nouvelle disposition compatible avec le paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord, le Chili s'en tiendra strictement aux prescriptions de l'article 14 de l'Accord.

20. Dans sa législation, le Chili a déjà adopté les définitions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et il n'envisage pas d'innover à cet égard. Toutefois, au cours de la procédure d'enquête, la Commission doit identifier la nature de la subvention en question. De toute façon, les subventions ne donnant pas lieu à une action ne peuvent pas faire l'objet de droits compensateurs.

#### Procédures

21. En application des règles en vigueur et depuis le 17 mai 1995, la Commission vérifie, avant l'ouverture d'une enquête, le degré de représentativité de la branche de production concernée, conformément aux dispositions des articles 5.4 de l'Accord antidumping et 11.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. La Commission s'est toujours conformée, en fait, à cette règle.

22 et 26. En attendant la promulgation d'une nouvelle réglementation précisant la durée et le calendrier de la procédure, la Commission veillera à respecter l'obligation de ne pas imposer de mesures provisoires avant 60 jours à compter de la date d'ouverture d'une enquête.

23. Le délai sera spécifié dans le règlement qui est à l'étude. Les autorités veilleront tout particulièrement à notifier assez longtemps à l'avance l'ouverture des enquêtes en matière de dumping et à ce qu'il soit procédé à des consultations avant l'ouverture des enquêtes en matière de subventions. Dans les deux cas, les délais impartis seront ceux qui seront jugés suffisants pour permettre au Chili de s'acquitter des obligations signalées.

24. La notification se fait au moyen d'avis publiés au Journal officiel et de lettres envoyées aux exportateurs connus au moment de l'ouverture de l'enquête, aux importateurs, aux autres producteurs, aux utilisateurs du produit faisant l'objet de l'enquête et aux associations professionnelles s'il y a lieu. Avant d'ouvrir une enquête en matière de subventions, la Commission entre en contact avec le gouvernement du pays étranger dont provient le produit incriminé, afin de ménager la possibilité de procéder aux consultations préalables requises.

25. Le règlement (Décret n° 575) qui régissait les enquêtes en matière de subventions et de dumping envisageait spécifiquement cette question; depuis le 17 mai 1995, c'est la règle plus détaillée contenue dans les articles 6.5 et 12.3 des accords qui est applicable.

27. La Commission peut, à tout moment, clore immédiatement l'enquête si elle estime que les éléments dont elle dispose ne permettent pas de conclure à l'existence de distorsions de prix ou de conclure que ces dernières causent ou menacent de causer un dommage grave à la branche de production nationale. Par conséquent, la Commission mettra également fin à une enquête si elle constate que les marges de dumping sont *de minimis*, ou que le volume des importations faisant l'objet d'un dumping ou le dommage est négligeable.

28. Ces définitions et concepts étant expressément contenus dans les accords, ils font partie de la législation actuellement en vigueur au Chili.

29. Il n'y a pas de réponse à cette question. Le Chili n'a pas une politique définie dans ce domaine.

30. Les mesures provisoires visent à empêcher un dommage grave; les règles chiliennes ne prévoient pas de mesures provisoires à caractère rétroactif.

31. Il n'est pas envisagé de prévoir ce genre de situations dans la législation chilienne.

32. Comme nous l'avons déjà signalé, le document mentionné n'a qu'une valeur de référence. Il convient de souligner qu'il existe au Chili une formule imprimée sur laquelle les parties intéressées doivent porter les éléments d'information nécessaires à la présentation de leur plainte.

Tout au long de l'enquête, le Secrétariat technique de la Commission peut demander aux parties intéressées des renseignements supplémentaires.

33 et 34. Les dispositions visées dans ces questions ont force de loi au Chili; elles sont donc appliquées à l'heure actuelle.

35. L'annexe II de l'Accord antidumping a force de loi au Chili. La réglementation chilienne prévoit la possibilité de fournir des renseignements additionnels ou de corriger les renseignements déjà fournis, pendant et après l'enquête.

36 et 37. L'annexe II de l'Accord antidumping a force de loi au Chili. Au cours de l'enquête, le Secrétariat technique de la Commission utilise les renseignements fournis par les parties intéressées et recueille lui-même des renseignements auprès de toutes les sources pertinentes et disponibles, de façon à garantir que le résultat de l'enquête sera objectif et transparent.

38 et 39. L'article 18 du règlement visé dans la question dispose que la Commission peut formuler cette recommandation "si elle dispose d'éléments à cet effet". Il dispose, en outre, qu'avant de prononcer cette recommandation, la Commission devra avoir entendu les intéressés.

40. L'exécution des obligations prévues à l'article 9.3.2 de l'Accord antidumping exige l'élaboration de règlements d'application; des projets de règlement sont à l'étude dans ce domaine.

41. Les textes chiliens notifiés ne prévoient pas ce type de réexamen, bien qu'il soit prévu dans les accords. Le Chili a l'obligation de réglementer ces réexamens et d'y procéder conformément aux accords.

42. S'il y a doute quant à l'origine des marchandises, l'administration douanière est habilitée à procéder à une vérification matérielle et/ou à demander un certificat d'origine.

### Révision judiciaire

43 à 46. Il n'existe à l'heure actuelle ni tribunaux ni procédures judiciaires, administratives ou arbitrales visant spécifiquement à assurer la révision judiciaire des mesures administratives liées à des déterminations définitives en matière de droits compensateurs ou de droits antidumping. Toutefois, il est arrivé, exceptionnellement - à deux reprises - que les intéressés fassent usage d'un recours de caractère constitutionnel dénommé "recours de protection", ouvert à toute personne, chilienne ou étrangère, physique ou morale, qui estime que les droits qui lui sont garantis par la Constitution sont violés ou menacés. Le Chili devra établir un système spécifique de révision judiciaire qui pourra avoir ce caractère ou consister en une instance administrative ou arbitrale, conformément aux nouvelles dispositions des accords pertinents.

### Détermination du dommage

48. Dans la législation chilienne, le dommage peut être soit effectif (actuel), soit imminent (menace). Dans les deux cas, il doit être grave.

49. La définition des "bénéfices" est celle qui est donnée à l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

50 à 59. A propos de toutes les questions (50 à 59) dans lesquelles il est fait référence au "guide" de la Commission des distorsions, il convient de rappeler que ce document a été conçu comme un moyen d'information et qu'il ne donne qu'une description générale des questions relevant de la compétence de la Commission, notamment de ses fonctions et structures ainsi que des conditions dans lesquelles la Commission peut adopter une décision visant à corriger une distorsion.

La détermination de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage se fonde sur les articles pertinents de l'Accord relatif à l'interprétation de l'article VI et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (articles 3 et 15, respectivement).

Les éléments examinés pour établir le plus objectivement possible l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage sont ceux qui sont énumérés dans lesdits accords; ils concernent, notamment, la diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, des importations et de la branche de production nationale, de la productivité, du retour sur investissement ou de l'utilisation des capacités, les facteurs qui influent sur les prix intérieurs, l'importance de la marge de distorsion (dumping ou subventionnement), les stocks, l'emploi et tous autres éléments qui permettent de dresser un tableau complet de la situation dans le secteur.

Pour analyser le lien de causalité existant entre l'existence d'un dumping ou de subventions et celle d'un dommage ou d'une menace de dommage, la Commission emploie les instruments de statistique et d'analyse économétrique qui permettent de déterminer l'importance des éléments provoquant la situation dans laquelle, à un moment donné, se trouve la branche de production nationale. De toute évidence, ces instruments ne permettent pas toujours d'obtenir toutes les réponses, mais ils peuvent contribuer à orienter les décisions de la Commission.

De même, les éléments statistiques nécessaires ne sont pas toujours disponibles; la Commission ne peut donc pas toujours employer les mêmes techniques et les mêmes critères. Elle doit alors faire preuve de souplesse, dans la limite des obligations qui incombent au Chili en vertu des accords pertinents de l'OMC, de la réglementation en cours d'élaboration ainsi que des principes juridiques chiliens qui les complètent (tels que droits fondamentaux garantis par la Constitution).

60. La définition de l'expression "parties intéressées" est celle qui est donnée dans les articles 6.11 et 12.9 des accords pertinents. Cette définition n'étant pas restrictive, une vaste participation peut être assurée pendant le processus d'enquête, celle des utilisateurs industriels des produits faisant l'objet de l'enquête, par exemple.

61. Toutes les parties ont le droit de prendre connaissance des renseignements non confidentiels, conformément aux articles 6.4 et 12.3 des accords pertinents.

62. La loi notifiée dispose qu'avant de rendre sa détermination, la Commission doit accorder une audition aux parties intéressées, lorsque celles-ci le demandent, pour entendre leurs arguments. Les règlements d'application qui sont à l'étude énonceront les procédures à suivre pour informer les parties intéressées des faits essentiels conformément aux articles 6.9 et 12.8, respectivement, des accords pertinents, en vigueur au Chili depuis le 17 mai 1995.

63. Les dispositions des articles 12.2.2 de l'Accord antidumping et 22.5 de l'Accord sur les subventions ont force de loi au Chili; elles sont donc appliquées dans les enquêtes en matière de droits compensateurs ou de droits antidumping. Dans les procès-verbaux publiés des réunions de la Commission on trouve, notamment, un compte rendu circonstancié de l'enquête, les communications des parties intéressées ainsi qu'un exposé des arguments et motifs qui fondent les décisions des membres de la Commission. On trouve enfin la recommandation de la Commission au Président de la République.

64. La règle en vigueur au Chili comprend la disposition relative au cumul prévue à l'article 3.3 de l'Accord antidumping et à l'article 15.3 de l'Accord sur les subventions.

REPONSES DU CHILI AUX QUATRE QUESTIONS DES ETATS-UNIS,  
REPRODUITES DANS LA NOTE DU 27 JUILLET 1995

Réponse à la question 1

Dans le système juridique chilien, un traité dûment conclu par le pouvoir exécutif, approuvé par le Congrès national, ayant fait l'objet des formalités de promulgation et de publication requises - sans préjudice de la ratification nécessaire - est incorporé à l'ordre juridique interne avec valeur de loi.

La Constitution politique de la République dispose, au paragraphe 17 de son article 32, que les attributions spéciales du Président de la République sont, notamment, les suivantes: "conduire les relations politiques avec les puissances étrangères et les organismes internationaux et mener à bien les négociations; conclure, signer et ratifier les traités qu'il estime conformes aux intérêts du pays, lesquels doivent ensuite être soumis à l'approbation du Congrès conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 50".

D'autre part, l'article 50 de la Constitution dispose que le Congrès a les attributions exclusives suivantes: "1) approuver ou rejeter les traités internationaux que le Président lui présente avant de les ratifier. L'approbation d'un traité se fait selon les mêmes formes que l'approbation d'une loi. Les mesures que le Président de la République adopte ou les accords qu'il conclut pour donner effet à un traité en vigueur ne sont pas assujettis à une nouvelle approbation du Congrès, à moins que, de par leur contenu, ces mesures ou accords n'exigent l'adoption d'une loi.

L'incorporation des traités au droit interne, avec rang de lois, découle des normes constitutionnelles mentionnées plus haut; cela est confirmé par la doctrine et par une abondante jurisprudence. Tout traité ayant dans l'ordre juridique chilien valeur de loi, a un caractère obligatoire et, par conséquent, doit être appliqué par les tribunaux et par les autorités administratives, sous réserve de ce qui est indiqué ci-dessous en ce qui concerne les règles d'exécution automatique.

Pour être approuvé par le Congrès, un traité doit faire l'objet des mêmes procédures qu'une loi. Le quorum nécessaire est celui qui est exigé par l'article 63 de la Constitution, c'est-à-dire la majorité des membres présents de chaque chambre. Toutefois, si le traité porte modification ou abrogation d'une règle ayant le caractère de loi organique constitutionnelle, la condition requise est le vote favorable des quatre septièmes des députés et sénateurs en exercice ou, dans le cas d'une loi pour laquelle un quorum qualifié est exigé, la majorité absolue des députés et sénateurs en exercice.

Pour qu'un traité approuvé par le Congrès soit incorporé au système juridique chilien, il faut qu'il soit promulgué par un décret suprême signé par le Président de la République et celui ou ceux des ministres d'Etat intéressés; il doit ensuite être enregistré par les services du Contrôleur général de la République et publié au Journal officiel.

Dans un traité, il peut y avoir, d'une part, des règles d'effet immédiat ou d'exécution automatique, qui lient automatiquement l'Etat et confèrent des droits aux particuliers, et d'autre part des règles qui, pour être appliquées dans le pays, exigent la promulgation d'une disposition législative ou d'une norme administrative (décret ou règlement du pouvoir exécutif). En effet, dans un traité, de nombreuses dispositions consistent en un engagement ou une obligation, pour les parties, d'accomplir certains actes ou de prendre certaines mesures. Pour déterminer si les dispositions d'un traité sont ou ne sont pas d'exécution automatique, il convient principalement d'analyser la rédaction du texte et la nature de son contenu. Quant à savoir si la disposition à adopter sera de caractère législatif ou

réglementaire, cela dépendra du cas d'espèce: pour établir une sanction ou créer un organisme public, une loi est exigée (article 60 de la Constitution politique).

L'application par voie administrative d'une règle contenue dans un traité peut, en revanche, se faire grâce à la promulgation d'un règlement, d'un simple décret ou d'instructions, toutes ces dispositions pouvant être prises par le Président de la République en exécution des pouvoirs réglementaires qui lui sont conférés par le paragraphe 8 de l'article 32 de la Constitution politique.

Dès lors qu'un traité a valeur de loi et est incorporé au système juridique chilien, il l'emporte sur les normes existantes qui lui seraient contraires. Il y a alors dérogation tacite, conformément à l'article 52 du Code civil. Selon ce texte, la dérogation est tacite "lorsque la nouvelle loi contient des dispositions qui ne peuvent être conciliées avec celles de la loi antérieure". L'article 53 du Code civil dispose en outre que "la dérogation tacite ne porte pas atteinte à la validité des lois antérieures, même traitant de la même question, pour tout ce qui n'est pas incompatible avec les dispositions de la loi nouvelle". Cela est confirmé par la jurisprudence et par la doctrine.

Comme nous l'avons dit précédemment, la modalité d'application des traités au Chili dépendra de l'obligation contenue dans chacune des normes du traité et de la nature de cette obligation. Ainsi, l'obligation de mettre en place un dispositif de recours doit faire l'objet d'une loi. A cet égard, il est important de garder présent à l'esprit l'article 60 de la Constitution qui énumère les questions ne pouvant être régies que par une loi.

Tout en réaffirmant que le texte des Accords de l'Organisation mondiale du commerce a force de loi au Chili, le gouvernement chilien a entrepris l'élaboration d'un projet de loi qui, modifiant les dispositions pertinentes de la Loi n° 18.525, consacre spécifiquement, conformément aux accords, la structure, la composition et les attributions de l'instance de réexamen des décisions de l'autorité d'enquête ainsi que les normes relatives à la procédure qui ne sont pas explicites dans les accords, compte tenu de la nécessaire harmonie avec la structure de nos procédures administratives.

Un autre texte en cours d'élaboration est un règlement précisant tous les aspects mineurs des procédures qui en garantissent la transparence et les modalités précises de déroulement, dans le cadre interne de la Commission (autorité chargée de l'enquête), les modalités de calcul, les ajustements, les sources pertinentes de renseignements et autres aspects visant à faciliter l'accès aux mécanismes envisagés dans les accords cités.

Le 17 mai 1995 a été publié au Journal officiel le Décret suprême n° 16 du Ministre des relations extérieures, promulguant l'Accord de Marrakech qui établit l'Organisation mondiale du commerce ainsi que les accords annexes, parmi lesquels il convient de signaler l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

L'Accord de Marrakech est un traité international conclu et ratifié par la République du Chili. Or, pour qu'un traité international ait force obligatoire en droit chilien, il faut qu'il ait été non seulement signé et ratifié, mais aussi dûment incorporé à notre droit interne.

De même, le Décret suprême n° 16 qui promulgue les "Accords de Marrakech" dispose que les accords ainsi promulgués seront exécutés et porteront effet avec rang de lois. Dès le moment de sa publication au Journal officiel, le traité mentionné a abrogé les dispositions de la Loi n° 18.525 sur tous les points où il y avait conflit entre les deux textes, étant entendu que toutes les dispositions relatives à des questions non prévues dans les accords sont restées en vigueur.



Il convient de signaler que certaines des dispositions de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ainsi que de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ne pourront être appliquées qu'après adoption des dispositions législatives et réglementaires nécessaires.

#### Réponse à la question 2

Si après l'entrée en vigueur des accords une loi contenant des dispositions incompatibles avec ces accords est adoptée, le conflit doit être résolu sur la base des règles et principes de l'interprétation du droit contenus dans le Code civil et valables à l'égard de toute norme juridique. De façon générale, s'il existe deux normes de rang égal (traité et loi) traitant de la même question, la loi la plus récente annule la loi antérieure, cette annulation pouvant être expresse ou tacite. Il faut également considérer le principe de la spécificité des dispositions selon leur nature, inscrit dans les articles 4 et 13 du Code civil, et selon lequel les dispositions particulières l'emportent, en cas de conflit, sur les dispositions générales de la même loi ou d'une autre loi.

Nonobstant ce qui précède, on ne peut se dispenser de mentionner la position de la doctrine en la matière. En effet, s'appuyant sur la Convention de Vienne sur le droit des traités, la doctrine soutient que la première règle à appliquer en cas de conflit entre un traité et une loi est celle qui affirme que l'interprète doit s'efforcer de concilier les normes du traité avec celles de la loi plus récente. Si cela n'est pas possible, il fera prévaloir, dans l'ordre juridique interne, le traité contre la loi qui lui est postérieure, au motif de l'intangibilité du traité: en effet, la nature d'acte juridique collectif du traité l'emporte sur le caractère d'acte juridique unilatéral reconnu à la loi.

Dans la jurisprudence administrative des services du Contrôleur général de la République, on trouve des décisions relatives aux régimes de franchise qui ont fait prévaloir les dispositions de conventions internationales contre la législation chilienne traitant des mêmes questions, appliquant en cela le critère énoncé au paragraphe précédent.

#### Réponse à la question 3

S'il est vrai que l'article 38 de la Constitution politique reconnaît à toute personne qui s'estime lésée dans ses droits par l'administration de l'Etat, de ses organismes ou des municipalités la possibilité de saisir les tribunaux désignés par la loi, sans préjudice de la responsabilité des fonctionnaires qui ont causé le dommage, la vérité est qu'il n'existe aucune procédure de caractère général permettant de donner effet à ce droit.

Il existe, en revanche, en de nombreux domaines, des dispositions spéciales de contentieux administratif désignant les tribunaux compétents pour connaître des recours formés contre telle ou telle décision de l'administration, en matière fiscale, douanière, sanitaire, etc.

Par ailleurs, le paragraphe 14 de l'article 19 de la Constitution politique assure à chacun le droit de requête devant toute autorité, et l'article 9 de la Loi organique constitutionnelle n° 18.575, sur les bases générales de l'administration de l'Etat, dispose qu'à l'égard de tout acte administratif, un recours en réexamen devant la même autorité est toujours possible, et un recours en appel, dans les cas prévus par la loi.

Ces voies permettent de demander aux autorités judiciaires ou administratives de déclarer la nullité ou la validité d'une loi ou d'une disposition d'un traité international, selon le sujet sur lequel porte la déclaration.

De même, outre le "recours de protection" déjà mentionné qui garantit l'exercice légitime de droits individuels déterminés qui se trouveraient lésés par des actes ou omissions arbitraires et illégaux, l'ordre juridique chilien prévoit dans la Loi n° 18.971 un recours judiciaire spécial de protection en matière économique, en cas de discrimination arbitraire attribuable à des organismes de l'Etat à l'occasion d'activités économiques; ce dernier recours est prévu par le paragraphe 21 de l'article 19 de la Constitution politique.

En règle générale, il n'est pas nécessaire d'avoir utilisé ou épuisé les recours administratifs disponibles pour pouvoir former un recours devant les tribunaux, à moins que la loi n'en dispose ainsi, comme dans le cas des recours formés à l'encontre de décisions des municipalités.

L'unique jurisprudence administrative ayant force obligatoire est celle qui résulte des décisions des services du Contrôleur général de la République: ces décisions s'imposent à toute l'administration, pour ce qui est des questions auxquelles elles se rapportent, mais elles peuvent être modifiées par l'organisme même dont elles émanent.

Une décision de justice n'a d'effet que pour l'affaire à l'issue de laquelle elle a été prononcée et à l'égard des seules parties à la procédure correspondante.

#### Réponse à la question 4

Ainsi qu'il a déjà été indiqué, le gouvernement chilien étudie, à l'heure actuelle, les modifications à apporter aux dispositions de la Loi n° 18.525, à la lumière des Accords de l'OMC. La nouvelle loi devra être compatible avec ces accords.